



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

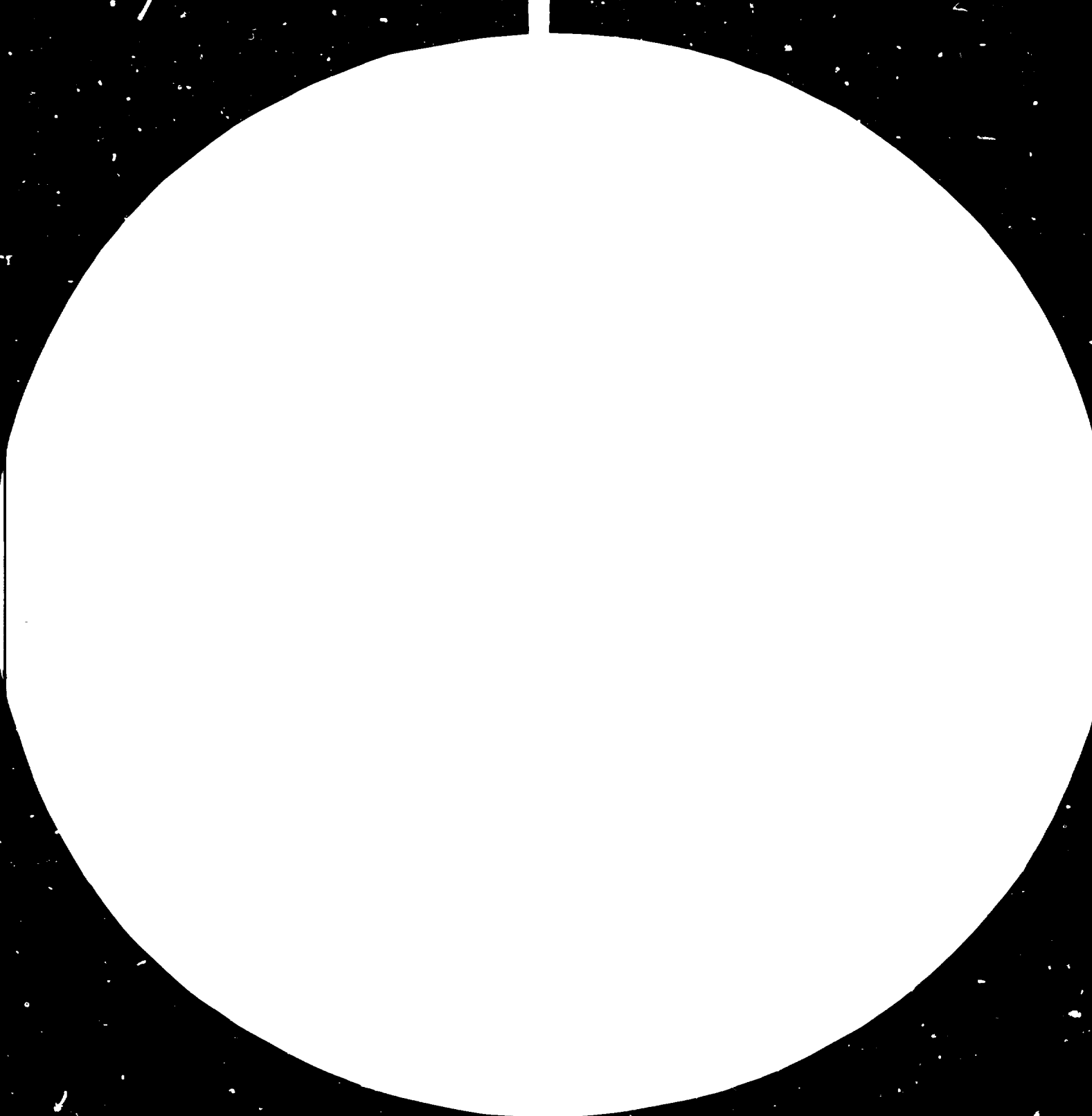
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





3.2



4.5

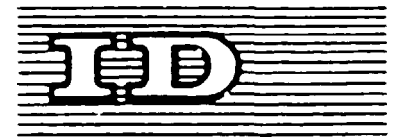


Resolution Test Chart (NBS 1963-A) (ANSI Z39-18)

This chart is used to determine the resolution of a system. The resolution is the number of lines per inch that can be resolved. The resolution is determined by the number of lines per inch that can be resolved. The resolution is determined by the number of lines per inch that can be resolved.



10076-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.330/8
8 octobre 1980

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Réunion sur l'échange de données d'expérience
et la coopération entre pays en développement
pour le développement de l'industrie des
machines agricoles

Beijing (Chine), 20-27 octobre 1980

POUR DE NOUVELLES STRATEGIES VISANT A SATISFAIRE
LES BESOINS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT
DANS LE DOMAINE DE LA MECANISATION AGRICOLE :
POINT DE VUE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT*

Document de travail principal

présenté par le Secrétariat de l'ONUDI

000310

* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

80-44116

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
PREFACE	3
INTRODUCTION	5
CONTRASTES ENTRE LES PAYS DEVELOPPES ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	5
PROPOSITIONS EN VUE D'UNE COOPERATION ACCURUE DANS L'INTERET MUTUEL	16

Préface

L'objet du présent document, rédigé du point de vue des pays en développement est d'appeler l'attention des participants à la réunion sur l'occasion unique qu'elle offre de mettre au point de nouvelles stratégies grâce à l'échange de données d'expérience. Avec la participation active et la coopération de tous les intéressés, on compte :

1. Elaborer des propositions précises à court et à moyen terme pour la coopération entre deux ou trois pays en développement participants ou plus et/ou des pays industrialisés ayant des cultures, un climat ainsi que des outils et des machines agricoles analogues. On pourrait examiner les produits suivants :

- Outils à main;
- Instruments à traction animale ou mécanique;
- Machines (tracteurs, cultivateurs automoteurs et moteurs);
- Equipements spécialisés (moissonneuses-batteuses et équipements pour certaines cultures).

Il faudrait ensuite élaborer les propositions de projets correspondantes à exécuter et à financer par le Programme des Nations Unies pour le développement des organismes multilatéraux ou d'autres sources.

2. Convenir d'autres types de programmes de coopération mutuellement avantageux répondant aux aspirations à long terme des pays en développement participants dans le secteur des machines agricoles. On pourrait proposer des mesures à prendre aux niveaux national, sous-régional, régional, interrégional et international, en mettant l'accent sur l'auto-assistance et le renforcement de la coopération technique et surtout pratique entre pays en développement. On espère que les progrès accomplis seront évalués, régulièrement par toutes les instances s'occupant de ce secteur. L'occasion s'en présentera pour la première fois au niveau régional à la première Réunion de consultation régionale sur les machines agricoles dans la région africaine, qui sera organisée par l'ONUDI en novembre 1981.

On se rappellera que la présente réunion est organisée par l'ONUDI en coopération avec la République populaire de Chine comme suite à l'offre faite par la délégation chinoise, offre qui a été présentée et agréée lors de la première Réunion de consultation* sur l'industrie des machines agricoles, tenue à Stresa (Italie) du 15 au 19 octobre 1979.

On se souviendra également qu'aux termes du Plan d'action de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, adopté à Buenos Aires en septembre 1978, tous les organisations et organismes du système des Nations Unies pour le développement sont priés d'agir promptement dans leurs domaines de compétence respectifs. La présente réunion, qui prévoit des débats d'ordre technique et pratique ainsi que des visites de démonstration dans le pays hôte, la Chine, représente la première contribution de l'ONUDI au développement de ce secteur dans les pays du Tiers monde - tâche nouvelle exaltante.

* Le Système de consultations a été créé comme suite à la Déclaration et au Plan d'action de Lima, qui ont été adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, tenue à Lima (Pérou) en mars 1975 et que l'Assemblée générale a approuvés en septembre 1975. L'objectif général de ce système est d'aider les pays en développement à accroître au maximum leur part dans la production industrielle mondiale d'ici à l'an 2000 et de la porter, si possible, à au moins 25 %. La Déclaration met notamment l'accent sur la nécessité de créer des agro-industries efficaces afin de coordonner étroitement le développement agricole et industriel dans les pays du Tiers monde. Dans ce contexte, on a souligné la nécessité de créer des unités de production intégrées - usines de machines agricoles industries mécaniques appropriées, services de réparation et d'entretien, etc.. En conséquence, à sa douzième session, tenue en mai 1978, le Conseil du développement industriel - organe directeur de l'ONUDI - a autorisé la mise en route des travaux préparatoires à la première Réunion de consultation sur l'industrie des machines agricoles. Ce secteur est le sixième à faire l'objet de consultations, après les secteurs de la sidérurgie, des engrais, du cuir et des articles en cuir, des huiles et des graisses végétales, et de la pétrochimie.

Introduction

Le Tiers monde manque aujourd'hui de confiance en soi. Invariablement, les taux de croissance économique restent en-deça des objectifs que l'on s'obstine à fixer ambitieusement à 6 à 10 %, alors même que l'essor des communications et du tourisme de masse suscite chez la population des aspirations toujours plus grandes. L'écart, qui se creuse rapidement, entre ces espoirs et la réalité ne fait qu'exacerber les sentiments de frustration et de colère.

Pour la croissance économique, au sens étroit, ou pour le développement, au sens large, les pays en développement se sont toujours tournés vers les pays industrialisés, espérant y trouver des modèles économiques des techniques et des capitaux. Ils ont chacun élaboré de nombreux projets conçus dans cette optique et peuvent tous également se vanter de quelques réalisations d'un prestige éclatantes. Mais ce ne sont qu'oasis de prospérité dans un désert de dénuement et le fameux "décollage" économique, tant souhaité, apparaît toujours comme un lointain mirage. Dans ces conditions, l'heure n'est-elle pas venue pour les pays en développement de repenser leur attitude et d'essayer d'explorer de nouvelles voies, compte tenu de leur expérience individuelle et collective ?

La technique, l'organisation et l'industrie sont les produits d'une culture et d'un environnement. Elles évoluent mais seuls les changements admis par la société portent leurs fruits et les "greffes" totalement étrangères, lorsqu'elles ne sont pas rejetées d'emblée, sont rarement fructueuses malgré tous les soins qu'on peut leur apporter. L'étude de cet environnement dans les pays développés et dans les pays en développement permettra peut-être de trouver de nouvelles solutions.

CONTRASTES ENTRE LES PAYS DEVELOPPES ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

On a tôt fait de s'apercevoir que les contrastes entre les pays développés et les pays en développement - deux mondes qui, à l'évidence diffèrent du tout au tout - ne se limitent pas aux revenus par habitant ou aux niveaux de vie. Ils touchent à tous les aspects de la pensée et du comportement. Il faut également admettre que ces contrastes ne font que s'accroître. On examinera ci-après certains des éléments qui exercent une grande influence sur la croissance.

Marchés

Les pays développés ont tous de vastes marchés, ce qui est le résultat d'une longue période de croissance. Le développement de ces marchés leur a fourni des capitaux qu'ils ont réinvestis pour accroître la production. L'augmentation de la production s'est traduite par une diminution des coûts. Les excédents ont également permis de relever les salaires - tendance accélérée par les pénuries de main-d'oeuvre et la syndicalisation au cours de l'après-guerre. Les excédents de capitaux ont aussi donné naissance au crédit à la consommation. Tous ces facteurs ne pouvaient qu'entraîner une expansion de la demande.

En revanche, les pays en développement ont de petits marchés. Même dans les pays très peuplés, où il devrait en principe y avoir une demande illimitée, le pouvoir d'achat est si faible que même les produits alimentaires sont hors de la portée d'une grande partie de la population. Dans ces conditions, la faiblesse de la demande est un obstacle à la production et la situation ne peut s'améliorer que progressivement. Pour que les coûts restent bas, il faut prévoir des installations conçues pour produire peu au départ mais pouvant être agrandies à mesure que la demande augmentera. L'important est donc de choisir des techniques compatibles avec une production à petite échelle sans pour autant sacrifier la qualité.

Produits

Dans les pays développés, la pénurie de main-d'oeuvre, la multiplication des ménages comptant deux salariés et l'augmentation du pouvoir d'achat ont révolutionné la conception des produits : réduction de l'effort physique, possibilités accrues de favoriser la créativité individuelle, fabrication de produits faciles à utiliser, aux formes et aux emballages attrayants et que l'on jette après usage etc. Ces nouveaux produits étaient plus chers mais les consommateurs des pays développés avaient les moyens de les acheter.

Les produits fabriqués par les pays en développement à l'aide de techniques occidentales sont naturellement, dans un premier temps, copiés sur les modèles en vogue dans les pays développés. Ils sont donc perfectionnés et chers et ne sont à la portée que d'une faible minorité. La production reste modeste et son coût est élevé. La rentabilité est faible et on continue à produire un modèle jusqu'à ce qu'il devienne périmé. On amorce alors un nouveau cycle d'emprunt de connaissances techniques.

Techniques de production

La pénurie de main-d'oeuvre jointe à la nécessité de produire des matériels militaires en grande quantité pendant la guerre, puis à l'envolée soudaine de la demande de biens de consommation après la guerre ont conduit à l'automatisation dans les pays développés. Par la suite, on y a recouru de plus en plus souvent pour obvier à l'augmentation des coûts de main-d'oeuvre. L'automatisation exigeait de gros investissements mais les pays industrialisés pouvaient se le permettre car cette politique engendrait des excédents de capitaux suffisants. L'automatisation a permis de contrôler plus étroitement les processus de production et, partant de perfectionner les produits et de les rendre plus performants ainsi que de réduire les frais de matières premières et les prix de revient. Par ailleurs, les installations sont devenues fortement capitalistiques et pleinement adaptées à la production à grande échelle.

En empruntant des techniques occidentales, les pays en développement adoptent forcément les mêmes méthodes de production à forte intensité de capital. L'automatisation va aujourd'hui de soi dans les pays industrialisés et malgré tous les efforts déployés pour encourager la production à petite échelle dans les pays en développement, elle bénéficie toujours d'un préjugé favorable. Séduits par l'attrait d'usines dirigées par des ordinateurs en ignorant les problèmes de main-d'oeuvre, les pays en développement ne sont que plus désireux d'automatiser leur industrie.

Recherche-développement

Disposant d'excédents de capitaux, les pays développés ont pu faire de gros investissements non seulement dans la R-D sur de nouveaux produits, de nouveaux procédés de production et de nouvelles matières premières mais encore dans la commercialisation de ces produits, ce qui a permis de réduire les coûts et d'améliorer les fabrications.

Les pays en développement n'ont pas les mêmes moyens car ils produisent peu et n'ont pas d'excédents de capitaux. Les modèles et les méthodes de fabrication ne se renouvellent donc pas, ce qui provoque une augmentation régulière du coût des produits. Ils ont tendance à oublier que la seule façon de réduire ce coût est d'adopter des techniques nouvelles, aussi bien pour la conception des produits que pour leur fabrication. Mais il faut pour cela développer et cultiver l'aptitude à innover.

Infrastructure

Parce qu'ils investissent systématiquement et depuis longtemps dans ce domaine, les pays développés possèdent une infrastructure fiable et accessible à tous : énergie, routes, transports, communications, matières premières, etc. L'existence de capacités excédentaires dans ces différents secteurs, assure un approvisionnement régulier, ce qui diminue les coûts de production à tous les niveaux : exécution rapide des projets, meilleure utilisation des ressources, stocks moins importants, etc.

Dans les pays en développement, en revanche, l'infrastructure est toujours exploitée au maximum et les problèmes sont chroniques : pannes et coupures de courant, pannes de téléphone, irrégularité des transports, pénurie de matières premières etc. Comment les pays en développement pourraient-ils envisager de fabriquer des produits complexes comme des automobiles et des tracteurs en ayant seulement en réserve des stocks correspondant à une demi-journée de production, comme c'est le cas dans les pays développés ? Dans ces conditions, les coûts de production sont forcément plus élevés et l'utilisation de biens d'équipement à fort coefficient de capital ne fait qu'alourdir les frais fixes.

Attitude des pouvoirs publics

Les licences et les procédures imposées par les pays en développement sont une source d'irritation constante pour les pays développés. Mais pour irritantes qu'elles soient, la nécessité d'approvisionner à tout le moins les secteurs prioritaires en ressources voulues, oblige à rationner ces ressources, ce qui entraîne automatiquement une centralisation et une évaluation à plusieurs niveaux pour adapter l'offre et la demande aux priorités. Conséquences déplorables mais involontaires : népotisme, favoritisme, intrigues et corruption. A chaque étape, les retards provoquent aussi, directement ou indirectement, des frais supplémentaires.

Autre cause d'irritation, les tournants souvent abrupts de la polémique gouvernementale, tendance aggravée par la crise du pétrole et l'instabilité économique dans le monde entier. Cette instabilité fait qu'il est difficile de former avec confiance des projets d'avenir et tant que subsisteront d'importants déséquilibres aucune solution ne semble en vue.

Les pays développés critiquent également les mesures protectionnistes prises par la plupart des pays en développement : protection de secteurs inefficaces ou de fabrication périmées et mépris des intérêts des consommateurs. Il faut bien voir que l'objectif prioritaire des pays en développement est de jeter les bases d'une industrie locale et de créer des emplois. Comme l'industrie locale doit faire face à un surcroît de dépenses, des mesures protectionnistes sont indispensables pour l'aider à voler de ses propres ailes. D'ailleurs, les pays développés ne pratiquent-ils pas eux-mêmes le protectionnisme, même si ce n'est pas toujours aussi ouvertement ?

Esprit d'entreprise et capitaux de risque

Avoir l'esprit d'entreprise, c'est être prêt à faire des investissements comportant un risque pour offrir de nouveaux produits ou de nouveaux services dans le but de réaliser ultérieurement des profits. Dans les pays industrialisés, l'esprit d'entreprise s'est développé au fil des ans; au début, il ne s'agissait que de risques mesurés portant sur des transactions modestes. Au fur et à mesure que la confiance, les capacités et les ressources augmentaient, on n'a pas hésité à risquer davantage et les affaires se sont développées.

Dans la plupart des pays en développement, les entrepreneurs s'en tiennent pour l'heure à des opérations de faible envergure. Les capitaux de risque dont on dispose sont limités. Soucieux d'accélérer la croissance, les pays en développement veulent cependant traiter de grosses affaires, d'où les garanties de bonne exécution, les importations prolongées de matériel complètement démonté et une foule de vérifications et de contre-vérifications à chaque stade, précautions totalement inutiles en cas de vrai "coup dur". Dans ces conditions, l'élément de l'esprit d'entreprise, l'initiative, ne peut que s'étioler.

Organisation et gestion

L'ampleur et la complexité des affaires allant croissant, les entreprises des pays occidentaux se sont, non seulement agrandies, mais encore spécialisées. On a également mis au point des systèmes de gestion perfectionnés. Ces entreprises et ceux qui les dirigent sont le produit d'une longue évolution, au cours de laquelle la taille des opérations et la compétence des gestionnaires se sont développées parallèlement. Au début, l'asservissement total de la main-d'oeuvre et l'absence de législation sociale dans ce domaine simplifiaient la tâche des chefs d'entreprise qui pouvaient consacrer toute leur énergie à l'étude des systèmes et des techniques.

En revanche, l'expérience des pays en développement est toujours limitée à la petite entreprise. La plupart d'entre eux suivent aussi une politique libérale en ce qui concerne les droits des travailleurs. Au surplus, l'environnement est rude; aussi est-il très difficile de gérer des entreprises et de traiter des affaires complexes.

Enseignement

Comme l'industrialisation date d'il y a fort longtemps en Occident, ce sont les personnes les moins instruites qui ont été employées dans l'industrie. Ce n'est que plus tard que les travailleurs ont pu recevoir une instruction. Au fur et à mesure que se développait l'enseignement, les pressions économiques s'accroissaient, les forçant à continuer à exercer un métier manuel. Le travail manuel est ainsi devenu un élément accepté de la vie et de l'enseignement dans les pays développés où l'on a acquis de ce fait une connaissance intime des conditions de travail en usine. C'est là une des principales causes de l'essor de l'organisation industrielle, dont les principes régissent tous les secteurs d'activité qui exigent un effort physique.

En revanche, dans la plupart des pays du Tiers monde, l'enseignement s'est développé avant l'industrie. Le système d'enseignement, vestige du colonialisme était également destiné à éduquer une élite de "cols blancs" nettement distincte des ouvriers. Le travail intellectuel est donc considéré comme noble, le travail manuel comme vil et dégradant. Un fossé subsiste par conséquent entre l'élite instruite de gestionnaires et les travailleurs manuels, et les innovations visant à alléger l'effort physique sont-elles rares.

Solutions possibles

Les contrastes entre pays développés et pays en développement sont donc si frappants dans tous les domaines, que les "greffes" d'origine occidentale sont mises à très rude épreuve. Un examen objectif de la situation révèle que ces difficultés sont responsables de la scandaleuse sous-utilisation, voire de la non-utilisation d'une grande partie des investissements faits par les pays en développement au fil des années - investissements mobilisant des ressources rares et précieuses. Soit le choix des produits ou les techniques de fabrication étaient erronés, soit la gestion elle-même laissait à désirer. Les pays en développement peuvent-ils se permettre un tel gâchis ? Sans aucun doute, les difficultés ne feront que s'aggraver à l'avenir, à mesure que s'élargira le fossé.

Pour que les investissements limités des pays en développement deviennent productifs et auto-amortissables, ne serait-il pas plus sage d'atténuer le choc qu'entraînent nécessairement les greffes provenant d'un environnement totalement différent ? Les difficultés ne seraient-elles pas aplanies si les pays en développement s'entendaient entre eux ? Leur environnement étant analogue les greffes auraient très probablement plus de chances de succès. Avec les années, tous les pays en développement ont acquis certains atouts, les uns dans le domaine des produits appropriés, d'autres dans celui des techniques de fabrication, d'autres encore dans celui de la création d'organismes dynamiques et souples. Ne devraient-ils pas passer en revue les avantages dont ils disposent et coopérer non seulement pour renforcer leurs compétences complémentaires, mais encore les multiplier dans leur propre intérêt ? L'agriculture vient au premier rang des priorités dans la plupart des pays du Tiers monde et il serait normal de commencer par ce secteur. Quelques exemples permettront peut-être d'éclairer ces propositions.

Outillage agricole simple

Dans les pays industrialisés, même des instruments agricoles simples comme les pelles et les semoirs sont fabriqués en série, avec des presses lourdes à action progressive et alimentation en continu, éléments emboutis en acier inoxydable ou en chlorure de polyvinyle moulé par injection, chaînes de traitement thermique, de traitement préalable et de peinture, etc. La qualité des produits est élevée et la finition est attrayante, mais les installations sont capitalistiques et les produits sont chers.

En revanche, dans un pays en développement, les instruments de ce genre sont fabriqués dans des ateliers rustiques, où l'investissement est de l'ordre du millier de dollars : cisailles manuelles, presses à bras équipées de matrices simples et appareils de soudure d'origine locale. Le traitement thermique se fait à la forge et la peinture est appliquée à la brosse. Un tel atelier suffit à une communauté locale. Certes, ses produits ne sont pas très durables et leur finition est médiocre, mais les agriculteurs les préfèrent, car ils coûtent beaucoup moins cher que les produits fabriqués par de grandes entreprises dont les frais généraux sont élevés (dépenses d'investissement, emballage et transport, distribution, etc.). Aux yeux de l'agriculteur, le rapport qualité - prix est meilleur pour l'article artisanal que pour l'article manufacturé, bien que le second soit plus durable. Il se pose aussi une autre question plus

générale : les agriculteurs ont-ils les fonds nécessaires pour acheter l'article plus coûteux ? On a donné ici un exemple concret, observé dans un pays où les ateliers rustiques ont effectivement évincé les gros constructeurs du marché, contrairement à toutes les théories relatives aux avantages des produits de qualité et de la production centralisée.

Les pays en développement ne seraient-ils pas bien avisés d'envisager le recours à cette méthode, en améliorant peut-être le traitement thermique grâce à des procédés n'exigeant qu'un faible investissement, et en normalisant les plans et même l'outillage ?

Moteurs diesel et pompes de faible puissance

Il existe dans le monde quelques grands fabricants de moteurs diesel et pompes de faible puissance : Wisconsin, Briggs et Stratton, Yanmar et Lister sont parmi les plus connus. Dans un premier temps, l'Inde a opté pour cette solution, et quatre grandes entreprises ont été créées. Au fur et à mesure que le marché se consolidait, une génération de petits ateliers - phénomène tout à fait nouveau - s'est lancée dans des opérations de fabrication et de montage. Les éléments de haute technicité comme les injecteurs, les pistons, les soupapes, etc. étaient achetés à quelques grandes entreprises, mais la fabrication des autres éléments et le montage se faisaient dans de petits ateliers n'exigeant qu'une mise de fonds de quelques 3 000 dollars. Ces moteurs et pompes de fabrication locale coûtaient à peu près la moitié des moteurs et pompes produits en grande série. Au début, leurs performances étaient irrégulières; mais le facteur prix a exercé un tel attrait que les grands fabricants ont été progressivement contraints de se retirer de ce marché.

Repiqueuses à riz

Le repiquage du riz exige une main-d'oeuvre nombreuse et des pays en développement ont envisagé de mécaniser cette opération pour augmenter la productivité. Le Japon a été le premier pays à utiliser des repiqueuses à riz; il s'agit de machines complexes qui nécessitent une technologie capitaliste. Les repiqueuses japonaises convenaient particulièrement bien aux conditions existant dans ce pays; leur emploi s'est vite généralisé et la totalité du riz est maintenant repiquée mécaniquement. Quelques pays en développement ont tenté d'adopter cette technologie, mais leurs efforts ont été vains, surtout parce qu'il s'agissait d'une technologie capitaliste.

En revanche, les repiqueuses récemment mises au point en Chine et en Corée sont des machines relativement simples. Elles sont peu coûteuses et exigent une technologie à mi-chemin entre les méthodes manuelles et les procédés japonais.

Ne serait-il pas bon que d'autres pays en développement adoptent ces repiqueuses, tout d'abord en les important pour accroître le volume de production en Chine et en Corée, puis en les fabriquant eux-mêmes sur place ?

Motoculteurs

L'emploi de motoculteurs a permis au Japon de mécaniser son agriculture. Machines simples au lendemain de la guerre, les motoculteurs ont été progressivement perfectionnés à mesure que l'agriculture japonaise prospérait. Au milieu des années 60, l'Inde a tenté d'adopter les motoculteurs japonais et a créé à cet effet quelques entreprises. Cependant, les motoculteurs n'ont pas été acceptés par les agriculteurs, surtout à cause de leur prix élevé, et les quatre entreprises se trouvent actuellement dans une situation financière très difficile.

Par contre, plus simple et moins cher, le motoculteur IRRI est assez répandu dans l'Asie du Sud-Est et sa production est de l'ordre de 10 000 unités par an. Un autre avantage de ce motoculteur est qu'il peut être fabriqué dans de petits ateliers. Ne s'agit-il pas là d'une technologie qu'il faudrait promouvoir dans d'autres pays en développement ?

Tracteurs

Tous les pays en développement considèrent que le tracteur joue un rôle décisif dans la stratégie d'amélioration de la productivité agricole. Certains d'entre eux se sont dotés de leurs propres installations de production, avec le concours de pays industrialisés. Etant donné que les modèles mis au point dans ces pays sont de plus en plus puissants et sophistiqués, les tracteurs importés ou produits dans les pays en développement coûtent cher et leur prix ne cesse d'augmenter si bien que les tracteurs restent hors de la portée de larges segments de la communauté agricole.

Ces dernières années, quelques pays en développement ont fait des progrès intéressants en matière de construction de petits tracteurs à bas prix : SWARAJ-SARTAJ en Inde, Buffalo en Thaïlande, Tinkabi, etc. Ces petits tracteurs fournissent aux agriculteurs l'énergie mécanique dont ils ont tant besoin; ils ne sont pas aussi confortables que les modèles occidentaux, mais ils coûtent

moitié moins cher. Ces tracteurs ne conviendraient-ils pas mieux aux pays en développement, tant du point de vue des débouchés possibles que de celui de la technologie moins coûteuse de fabrication ?

Difficultés et contraintes

Les pays en développement ont certes intérêt à adopter les techniques de fabrication et les modèles mis au point dans d'autres pays en développement, mais il se pose à cet égard des questions qui ne sont ni simples ni faciles à résoudre. Des difficultés se posent dans les domaines suivants :

1. Financement

L'un des attraits du recours à la technologie de pays industrialisés réside dans l'assistance financière (prises de participation, prêts, crédits à long terme, etc.) qui peut être obtenue dans le cadre d'une opération. La collaboration s'étend aussi à la fourniture de pièces et d'éléments non assemblés, ce qui aide l'entrepreneur local à produire sans investir et à réaliser des profits sans encourir de risques. Il s'agit là d'une situation idéale du point de vue de l'entrepreneur individuel; mais, à long terme, cette sorte de prime aux échanges commerciaux sape l'esprit d'initiative qui doit caractériser l'entrepreneur. Il faut aussi comprendre que l'investissement seul n'assure pas la croissance et que de grands investissements faits uniquement pour profiter d'un ensemble avantageux de crédits assortis de conditions favorables finissent souvent par devenir un fardeau pour les pays débiteurs.

A un degré peut-être moindre que les pays industrialisés, quelques-uns des pays en développement sont désormais en mesure de fournir des crédits, des biens d'équipement et des pièces et éléments non assemblés à d'autres pays en développement. Autre avantage, leur technologie est mieux adaptée à la situation de ces pays.

2. Aide à la gestion

Le recours à la technologie des pays industrialisés a également permis de bénéficier d'une aide à la gestion : fourniture de services d'experts, de systèmes, etc. Il y a en plus la possibilité de soumettre au partenaire le moindre problème, qu'il concerne les procédés de fabrication, la conception des éléments ou les matériaux utilisés.

Maintenant, les plus avancés des pays en développement sont eux aussi à même de fournir cette aide à la gestion, peut-être à une échelle plus modeste que les pays industrialisés, mais certainement sous une forme mieux adaptée à la situation de l'emprunteur. Pour compléter cette aide, les pays emprunteurs ne devraient-ils pas développer la compétence de leurs propres gestionnaires en préparant en temps voulu la formation du personnel nécessaire avec leurs partenaires industriels des pays en développement ?

3. Stratégie commerciale

Dans les pays industrialisés, la stratégie commerciale a été portée à un niveau tel qu'elle est devenue un art, et les pays en développement ne peuvent pas échapper à son emprise : produits alléchants, installations impressionnantes, présentation séduisante, etc.

Il s'agit là d'un domaine où les pays en développement éprouveront encore longtemps de très grandes difficultés à égaler les pays industrialisés. Il se peut que la solution de ce problème dépende uniquement de la sagacité et de la clairvoyance des dirigeants des pays en développement.

Observations à l'intention des responsables des décisions

Un examen approfondi montrerait que les questions abordées plus haut revêtent une importance majeure au moment de la prise de décisions et que les attraits à court terme l'emportent alors complètement sur les considérations à long terme. Les attraits à court terme ont en plus l'avantage d'être tangibles, alors que les incidences à long terme sont immatérielles et ne se font sentir qu'au bout de nombreuses années.

L'attitude et les conceptions fondamentales des responsables dans les pays en développement ont une influence primordiale sur les décisions intervenant lors du choix de produits et de technologies. Ce comportement et cet état d'esprit sont déterminés par l'environnement tout entier, depuis l'enfance et l'éducation jusqu'à l'activité professionnelle. Cet environnement ne prédispose-t-il pas en faveur des pays industrialisés et n'est-il pas à l'encontre des autres pays en développement ?

L'unique solution consisterait peut-être à tenir dûment compte de ce préjugé inné lors de la prise de décision, afin d'étudier dans une optique plus large le produit ou la technique proposés par un autre pays en développement.

Le moment d'agir est venu

Au cours des dernières années, la question de la coopération mutuelle a fait l'objet d'un examen approfondi dans les pays en développement, mais aussi dans diverses instances internationales. Il est regrettable que cet examen ait en général débouché sur des polémiques et des affrontements, et que les résultats concrets soient si lents à venir. Il ne faut pas oublier que le temps est précieux et que le fossé entre pays industrialisés et pays en développement ne cesse de s'élargir.

PROPOSITIONS EN VUE D'UNE COOPERATION ACCRUE DANS L'INTERET MUTUEL

Comme indiqué dans la préface, on espère que les participants à la réunion profiteront de cette occasion unique pour convenir, compte tenu de leurs besoins et des offres qu'ils peuvent faire, de différents accords de coopération. Ces accords pourraient viser à lever certains des obstacles ci-après, auxquels de nombreux pays en développement continuent de se heurter : manque d'études de faisabilité et de politique industrielle; manque de savoir-faire technique pour la production en grande série; manque d'études de marché et de statistiques sur les différents produits disponibles et leurs prix respectifs; impossibilité de mener des travaux de recherche, d'adaptation, d'amélioration et d'essais; manque de services de réparation et d'entretien et de vulgarisation; irrégularité de l'approvisionnement en pièces de rechange; manque de moyens de formation à tous les niveaux; pénurie de capitaux; manque de normalisation de la production.

Pour ce qui est d'une coopération à plus long terme, on présente ci-dessous des propositions pour lesquelles des concours financiers pourraient être sollicités auprès de différentes sources de financement :

- Etablir un répertoire des produits et technologies disponibles dans les pays en développement, afin de permettre aux autres pays en développement d'étudier les différentes options possibles. Etant donné que l'agriculture est le secteur prioritaire dans la quasi-totalité des pays en développement, on pourrait commencer par établir un répertoire des machines agricoles.
- Organiser des séminaires régionaux, qui seraient suivis par une foire-exposition des machines, instruments et matériel agricoles produits dans la région, afin de stimuler les échanges de renseignements pratiques et les transferts de techniques entre les pays participants intéressés.

- Mettre en commun le savoir-faire touchant la conception et la production d'instruments et de machines agricoles simples, mis au point dans des pays ayant des situations socio-économiques et des conditions climatiques et pédologiques similaires.
- Adapter ou modifier des modèles en fonction des conditions locales; A cet effet, on pourrait établir un catalogue des modèles optimaux.
- Elaborer une proposition tendant à organiser systématiquement la formation de jeunes scientifiques dans ce secteur; à cet effet, on pourrait constituer un réseau des instituts et centres de recherche-développement agricoles en vue de fournir des moyens de formation complémentaires pour la région tout entière.
- Constituer un groupe international d'experts de pays en développement, dont les services pourraient être utilisés par les pays en développement pour choisir des produits ou techniques. Il est expressément suggéré de faire appel à des experts de pays en développement parce qu'ils ont une meilleure connaissance des conditions propres à ces pays.
- Elargir les marchés, condition indispensable aux économies d'échelle dans la production. Il faudrait également promouvoir la coopération régionale pour le partage des marchés et de la production.
- Si la notion de coopération régionale est désormais admise au sein de certains groupes de pays (ANASE, Pacte andin, etc.) la mise en oeuvre pratique des programmes n'a guère démarré. C'est là un domaine où il faut étudier les mesures à prendre pour assurer certains progrès.
- Les pays en développement coopèrent déjà et de plus en plus dans le domaine de l'enseignement. Cette coopération ne devrait-elle pas être étendue à la formation industrielle, voire à l'emploi industriel ? On permettrait ainsi un échange fécond d'idées et aiderait à lever certains préjugés innés qui persistent encore aujourd'hui. Là aussi, il faudrait dans un premier temps formuler des propositions susceptibles d'être mises en oeuvre à bref délai.
- La conclusion d'accords tarifaires préférentiels entre pays en développement pour accroître l'exportation de machines agricoles est un autre domaine de coopération possible;

- La conclusion d'accords multilatéraux pour l'approvisionnement en matières premières essentielles (acier, fonte, etc.) est une autre question à étudier.

La liste des domaines où pourrait être instaurée une coopération mutuellement avantageuse est évidemment beaucoup plus longue. Cependant, compte tenu de la durée limitée de la présente réunion, ce serait déjà un grand succès si l'on parvenait à lancer une action pratique, concrète et pragmatique pour aider les pays en développement à atteindre l'objectif à long terme qui consiste à réaliser l'autosuffisance dans ce domaine. Le rôle que peuvent jouer à cet égard les pays en développement les plus avancés et les participants qui représentent des petites et moyennes entreprises de pays industrialisés n'est pas négligeable. Eu égard à l'évolution des structures économiques mondiales, l'effort individuel et l'intensification de la coopération entre pays en développement eux-mêmes et, en second lieu, avec les pays industrialisés à des conditions différentes et plus équitables doivent être considérés comme des éléments naturels et positifs de l'action en faveur du développement de l'industrie des machines, instruments et matériel agricoles.

- - - - -

